

Préfecture Mayenne	
Formation d'acteurs	Formation continue

## ***"Les conduites addictives aux substances psychoactives, Prévention des comportements à risques et des usages dépendants"***

Lieu : Préfecture de la Mayenne, Laval, Date: mars 2001-décembre 2001

Organisateur: Institut de Recherche et d'Enseignement des Maladies Addictives (IREMA)

### **Historique de la formation**

#### ***Un projet très lié à l'action de la MILDT***

La chef de projet nous explique que la MILDT a fixé les orientations qui ont servi à la mise en place de la formation. De son point de vue, « le constat de cultures différentes suivant les institutions a conduit la MILDT à élaborer un socle commun de connaissances, c'est pourquoi la formation mise en place devait être interministérielle ».

Il n'y a pas eu de contact spécifique entre la MILDT et la chef de projet pour cette formation. Les contacts sont réguliers, et pour cette formation organisée au niveau du département, la chef de projet a envoyé une demande de subvention à la MILDT accompagnée du dossier du projet de formation.

La chef de projet a voulu axer la formation sur la question de la prévention et n'a donc utilisé qu'une partie du socle commun de connaissances.

La principale raison pour expliquer le choix d'une formation axée sur la prévention semble résider dans les caractéristiques du département. Il s'agit d'un "petit département relativement épargné par les problèmes liés à la drogue mais qui n'est pas à l'abri d'un développement du phénomène, c'est pourquoi actuellement l'essentiel est d'agir sur le thème de la prévention."

L'objectif de la formation était d'une part d'élaborer une conception commune de la prévention des addictions pour les acteurs de prévention du département, de faire connaître les ressources locales en prévention et d'autre part, de délivrer un contenu de base en alcoologie, toxicomanies et produits et d'accompagner l'élaboration d'actions de prévention.

Le but en faisant participer des personnes d'institutions différentes est de faire découvrir aux participants "les pratiques des uns et des autres afin de faciliter le travail ensemble dans l'avenir". Le choix du public a été fait par le comité de pilotage composé de personnes travaillant pour les services de l'Etat et des organismes financiers (CAF, Conseil Général, etc.)

L'unique financement a été celui accordé par les crédits chef de projet (crédits MILDT). Le coût des trois formations s'élèvera à 258 000 F (soit 39 330), plus 40 880 F (soit 6 232 euros) pour les déplacements.

#### ***Une formation destinée aux personnes travaillant avec les jeunes***

La MILDT devait envoyer à la chef de projet une liste d'organismes de formation susceptibles d'intervenir. Mais cette dernière a pris l'initiative de contacter directement l'IREMA pour avoir des conseils sur l'organisation de la formation et savoir si l'IREMA était en mesure de mettre en place un module de formation. Ces contacts ont donné lieu à une première réunion le 12 décembre 2000.

L'IREMA a élaboré un cahier des charges pour un module de formation qui a été accepté après quelques modifications. Celles-ci ont consisté notamment en un allègement du volet sur les représentations sociales et un renforcement du thème sur "l'utilisation de réseaux" par les différents acteurs (partenariat).

L'ensemble de l'organisation de la formation a donc été à la charge de l'IREMA.

Un audit a été organisé pour élaborer le plan départemental afin de dégager les caractéristiques spécifiques du département et recenser les actions et formations de prévention.

Une personne de l'IREMA a rencontré différentes personnes du Comité Départemental d'Education pour la Santé (CODES), le CIRDD, impliquées dans le programme départemental de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances afin de faire intervenir des acteurs de terrain au cours de tables rondes. A noter, le double rôle joué par des personnes du CODES comme par exemple une personne qui à la fois était stagiaire et intervenant chargé de montrer les outils de prévention disponibles dans le département.

Deux types de formations ont été mis en place :

- pour les membres du comité plénier (chefs de services des instances décisionnelles : DDASS, Préfecture, Mutuelle, responsables associatifs) : sur une journée (le 18 avril 2001), à cause de problèmes de disponibilité des participants ;

- une formation pour les acteurs de terrain de 9 jours, divisés en 3 groupes de 15 à 20 personnes (mars 2001-décembre 2001) avec auparavant une journée de sensibilisation consacrée aux représentations sociales.

Il était prévu ensuite de réaliser une journée d'évaluation le 06/11 mais qui "s'est muée en soutien méthodologique d'actions de prévention."

Pour terminer, une journée de rencontre entre les participants de la formation destinée aux membres du comité plénier et ceux de la formation des acteurs de terrain devait être organisée le 20/12 pour permettre à ces derniers de présenter d'éventuels projets. Cette journée a été transformée en rencontre entre les trois groupes d'acteurs de terrain ayant bénéficié de la formation. Le but en était de leur permettre de peaufiner leurs projets, en recueillant les retours des membres des deux autres groupes et de trouver les moyens d'expression adéquats pour intéresser leur public. Au cours de cette rencontre 7 projets ont été présentés aux 43 participants présents sur une soixantaine d'inscrits en formation.

Le comité plénier du 6 février a invité l'un des porteurs de projets ce qui a permis à ses membres "d'entendre ce qu'il se fait sur le terrain."

Nous avons étudié plus précisément le groupe 2 qualifié de "groupe le plus hétérogène". Il était composé de 25 personnes dont 5 travaillant dans l'éducation, 6 personnes de l'administration municipale, 5 personnels soignants, 2 personnes d'association, 2 policiers, 1 gendarme et une personne de la justice. Ces participants ne sont pas nécessairement des formateurs dans leur institution mais sont plutôt susceptibles de pouvoir mettre en place des "outils et des actions de prévention".

Un grand nombre d'outils pédagogiques ont été utilisés avec l'intervention d'experts, des tables rondes, des jeux de rôles, des études de cas et un film réalisé par des jeunes. Des temps spécifiques étaient réservés afin que le groupe se donne des orientations de travail, l'objectif était que "la transmission de savoir s'inscrive dans la réalité du terrain". La formation était séquencée entre des moments de pratique et des moments d'enseignement. Le groupe de participants se donnait des tâches à effectuer entre chaque séquence (connaissance des acteurs du réseau local, réflexion sur les objectifs, réévaluation de ses modes d'intervention et d'action...)

Un dossier pédagogique contenant des textes de lois, un dossier de presse, des articles et une bibliographie a été remis à chacun des participants.

#### **Lien avec le Plan Triennal**

Chef de projet en relation constante avec la MILDT

Une chargée de mission à la MILDT a fait une intervention au cours de la formation.

L'IREMA étant l'organisateur de la formation, le matériel de la MILDT a été utilisé pour la formation.

Financement MILDT 100%

La contribution de la MILDT peut être considérée comme décisive

La formation était guidée par deux "idées fortes", d'une part "un apport de connaissances" et d'autre part "une approche partenariale" afin de développer des actions avec l'ensemble des acteurs du département.

La chef de projet a demandé à l'IREMA de faire intervenir des personnes du département pour pouvoir traiter les problématiques locales. Cependant l'IREMA était seul en charge de sélectionner et contacter lui-même les intervenants.

La proportion a finalement été environ de 20% de "locaux" et de 80% de "nationaux".

Sont intervenus des scientifiques (médecins alcoologues, psychologues, médecins tabacologues), des sociologues, des personnels de la DDASS, de Trait d'Union, de la PJJ de Paris, du Codes départemental, de la MILDT et de Point Ecoute Prévention.

#### *Existence d'autres formations*

Pas de formations, au niveau départemental, à l'initiative de la Préfecture mais certaines ont été organisées par l'Education Nationale notamment pour les personnels techniques du Ministère de l'Education Nationale (personnel d'entretien, etc).

## Résultat de la formation

#### *Une partie des participants a été "perturbée"*

Selon une intervenante, les participants peuvent être divisés en 2 groupes avec d'un côté les personnes déjà sensibles à la question et de l'autre des personnes qui sont reparties de la formation fortement perturbées en ayant l'impression de ne pas "avoir eu assez de temps" et "de ne pas être très sûr d'eux". Cependant, dans l'ensemble, les stagiaires se sont montrés demandeurs pour mettre en place des actions.

#### *Apport de connaissances et découverte de pratiques nouvelles*

Une intervenante a le sentiment que les messages sont bien passés pour l'ensemble des participants.

Selon l'organisatrice, les participants se sont montrés intéressés par des interventions sur des "connaissances précises" comme par exemple les sciences mais ont eu plus de mal avec les interventions sur les politiques et la prévention.

Une évaluation a été mise en place avec la distribution d'un questionnaire aux stagiaires mais les résultats ne sont pas encore disponibles.

Il est ressorti de la formation, une forte demande de "concret".

Un participant travaillant directement avec les jeunes avait "un besoin basique primaire sur la question" car sa formation initiale (ou continue) ne comportait pas de module sur la question de la prévention des dépendances et de lutte contre la drogue. "Ca a permis de s'apercevoir que des partenaires ne se connaissaient pas auparavant" et de cette formation sont nés certains projets, notamment un projet de prévention à la maison d'arrêt de Laval, réunissant plusieurs partenaires. Cependant, ce participant note un manque de théorisation des pratiques (savoir élaborer un diagnostic de terrain...)

Toujours selon ce même participant, "il y a eu assez peu de contenu sur les résultats des différentes politiques menées en Europe et dans le monde" or il aurait été intéressant de comparer les positions françaises avec les pratiques étrangères.

Les points positifs relevés, par un participant, sont "la connaissance d'une quarantaine d'intervenants", "la découverte de pratiques professionnelles" et "la mise au point de projets nouveaux".

A la suite de cette formation, la chef de projet manifeste une volonté forte d'en refaire une sur le même thème, avec comme base les nouveaux documents de la MILDT (Repères pour une formation à la prévention). Elle serait cette fois-ci confiée au CIRDD, qui apporte un appui méthodologique aux chefs de projet, et ce pour des raisons budgétaires. Cette formation se visera plus spécifiquement les personnes travaillant avec des adolescents hors période scolaire.

Lors de notre enquête réalisée auprès de 22 participants (voir page 6), 19 personnes nous ont expliqué que la formation les a ouvert à de nouvelles perspectives et 15 ont fortement renforcé leur réseau professionnel suite à la formation cependant 13 nous disent avoir soit assez peu ou pas du tout changé (ou l'intention de changer) leur façon de travailler au quotidien.

#### *Les facteurs défavorables*

La proportion de participants de l'Education Nationale et de l'éducation diocésaine était importante (supérieur à la moitié) ce qui n'a pas permis une découverte de pratiques professionnelles différentes sauf pour le groupe 2. Une explication avancée est que la préfecture qui a diffusé des invitations dans les institutions a pris les inscriptions au fur et à mesure qu'elles arrivaient, ce qui a fait que parfois 5 personnes venant d'un même collège se sont retrouvées dans un même groupe.

Un seul groupe était composé réellement de personnel de différents ministères ce qui a provoqué des dynamiques très différentes selon les groupes. Selon un intervenant, "la transversalité a mieux marché dans le groupe 2".

### **Entretiens**

Coordinatrice : Adjointe au chef du bureau du cabinet du Préfet

Organisateur : IREMA

Intervenant : Psychosociologue

Participant : CEPJ à la DDJS

### **Enquête par questionnaire**

La liste des participants a été communiquée, 25 personnes pour le groupe 2 (63 pour les 3 groupes)